

DEBAT DES PANELISTES

Sean CLEARY

Merci Jim. Permettez-moi de revenir sur le sujet avec une question à chacun d'entre vous, mais veuillez vous limiter à répondre uniquement à cette question car je souhaite ouvrir le débat avec l'assistance. Tous les participants de cette session sont du côté réception des flux migratoires. Il y a dans l'assistance des gens qui sont du côté émission de ces flux et je pense qu'il est important d'apporter également cette dimension dans la discussion.

J'ai une question à vous poser. Jean-François a commencé avec une observation très importante. Du point de vue de l'Europe - Jim a peut-être élargi cette observation du point de vue des démocraties - nous devons trouver une solution collective au problème. Il doit y avoir une *solution européenne* au défi de la migration, défi qui va s'accroître pour les raisons démographiques que nous avons décrites et à cause des réalités du monde. Nous devons trouver une solution européenne qui tienne toutefois compte des circonstances nationales individuelles en Europe. Aux États-Unis, il faut une solution américaine qui tienne également compte de la réalité des pays voisins. La polarisation et la division ne doivent pas détruire le tissu social et saper la validité des institutions démocratiques. Selon vous, quels seraient les éléments clés d'une solution commune à ce défi ?

Jean-François COPÉ

Je pense que le premier élément pourrait être de voir ce que nous pouvons imaginer sur le plan de la gouvernance européenne. Le principal problème auquel nous sommes confrontés aujourd'hui est la difficulté de trouver une voie commune ou les intérêts divergents des États membres sur cette question. Nous savons qu'il y a un danger pour les démocraties. Bien sûr, nous assistons à la montée des extrémismes de droite et de gauche. Parfois, comme en Italie, ils peuvent s'unifier en une coalition d'intérêts et non en une coalition d'idées. C'est pourquoi nous nous inquiétons tous de ce qui se passe en Italie. Tout ceci intervient parce que les partis traditionnels au pouvoir ne sont pas en mesure aujourd'hui de trouver ce que pourrait être une gouvernance européenne.

Deuxième élément, nous devons prendre en compte le fait que nous ne pouvons pas toujours désigner l'Union européenne comme un bouc émissaire. Habituellement, la majeure partie des décisions peuvent être prises par les États membres. La réalité est là : nos propres pays doivent traiter et résoudre ces problèmes d'immigration. J'espère qu'après les élections européennes de juin prochain, nous en aurons assez de l'opposition entre M. Orbán et M. Macron et nous nous efforcerons de revenir à une analyse rationnelle. Peut-être pourrions-nous essayer de convaincre M. Macron d'entrer dans le parti populaire européen, ce qui simplifierait le débat et permettrait de trouver une réponse commune.

Mon troisième point est qu'il n'y a pas de solution aux problèmes d'immigration si nous n'augmentons pas la contribution au développement des pays qui en ont besoin aujourd'hui. Bien sûr, nous devons le contrôler et partager notre expérience avec les pays d'Afrique du Nord, même si le Maroc est un modèle remarquable de ce type de coopération, mais aussi certains pays de l'Afrique subsaharienne. Nous avons entendu le Premier ministre de la Côte d'Ivoire ce matin. Il y a eu des expériences remarquables en Afrique. Nous devons être à leurs côtés car nous avons la tradition, la culture, les points communs pour le faire avec eux et c'est une opportunité fantastique.

Sean CLEARY

Merci Jean-François. László, à quel point cela vous touche-t-il ?

László TRÓCSÁNYI

Merci beaucoup. Il me semble qu'il faut faire la distinction entre les mots « réfugié » et « migrant ». Aujourd'hui, il y a un amalgame entre les deux, puisque tous les deux sont migrants, mais en tant que juriste, je préfère quand il y a des réfugiés. En Europe, il y a les traités internationaux qu'il faut respecter : la convention de Genève, la convention de Dublin - c'est clair. La migration, c'est autre chose. Les politiciens parlent souvent de ces deux mots ensemble. Pour moi, personnellement, c'est très important de faire la distinction entre les deux notions.

En ce qui concerne les réfugiés, il faut un accord commun, c'est sûr et certain. Il faut dialoguer, dialoguer, dialoguer jusqu'à trouver la solution à la fin. Bien sûr, il y a plein d'idées que nous n'avons pas réussi à réaliser. Le système de quotas est mort dans la réalité parce que nous savons très bien que les gens préfèrent habiter en Allemagne ou en Suède, mais pas en Roumanie, en Bulgarie ou en Hongrie, etc. C'est la raison pour laquelle il y avait des efforts de la part des chefs d'Etat et des premiers ministres mais finalement leur réalisation n'a pas bien réussi.

Est-ce qu'il existe un seul type de solidarité ou les Etats membres manifestent de différentes formes de solidarités ? Est-ce que nous donnons aux Etats membres une certaine flexibilité quant à la manière de réagir concernant la migration ? Je suis tout à fait d'accord avec M. Copé qu'il faut aller sur place, il faut aider sur le terrain, et il faut organiser de différents meetings ; je pense que c'est indispensable. Permettez-moi que je parle de mon cas personnel : en tant que professeur d'université, j'ai 60 étudiants qui viennent de l'Afrique de l'Ouest, du Sénégal, du Togo, etc..., et ils parlent parfaitement le français. Il faut organiser les différents types de solidarité de différentes manières.

Il s'agit aussi de solidarité, quand nous protégeons un pays qui dispose d'une frontière extérieure de l'Union européenne, qui fait la protection, qui contribue à payer cela. Je pense que c'est très important.

Et permettez-moi encore que j'ajoute deux mots concernant le populisme. La Hongrie a été souvent mentionnée comme populiste, c'est la raison pour laquelle je pense qu'il faut que je prenne la parole à propos de ce sujet. Quand M. Giscard d'Estaing a dit à M. Mitterrand qu'il n'avait pas le monopole du cœur, cela signifie qu'il faut aussi être très prudent quand on parle du populisme. Quand quelqu'un a une autre idée, une autre vision et veut participer au dialogue, il reçoit souvent le label de populiste. C'est la raison pour laquelle je suis très prudent, parce que la notion de populisme est devenue tellement large aujourd'hui que tout le monde peut devenir populiste à un moment s'il n'est pas d'accord avec quelque chose. Je pense que le dialogue est très important, c'est la seule chose à laquelle je crois, le dialogue avec les différents Etats, avec la Hongrie, avec la Pologne, avec les autres pays.

Je pense qu'en ce qui concerne la migration - est-ce qu'un pays veut accueillir les migrants, pas les réfugiés, mais les migrants ? - Je pense qu'il faut donner la liberté aux États.

Bogdan KLICH

La réponse à votre question est très simple, mais aussi très délicate. Nous avons besoin de plus de solidarité. Une solidarité accrue est la seule solution pour défendre nos valeurs, des valeurs qui ne sont pas seulement écrites et incorporées dans les traités. Il est important de rappeler que l'Union Européenne énonce ces valeurs, à l'article 2 du traité de Lisbonne. De la même manière, le traité de Washington, qui reste la base de l'alliance, comporte la liste de ces valeurs dans son préambule. C'est la règle de droit. Il s'agit du respect des droits de l'homme et des libertés civiles, de la démocratie et des marchés libres, etc. Nous savons ce que nous devons défendre, mais nous avons besoin de plus de solidarité internationale pour défendre ces valeurs dans les pays où elles sont actuellement menacées ou pourraient l'être dans le futur.

En ce qui concerne l'UE, parce que la réponse de l'Union est absolument cruciale pour son fonctionnement et pour l'avenir de l'Europe, je recommanderais d'utiliser les outils existants, tels que la CSP (Coopération Structurée Permanente), que nous avons évoquée à Marrakech l'année dernière. L'activation de la CSP dans le cadre de l'UE était une initiative extrêmement judicieuse. Cette coopération existe depuis des années mais n'avait pas encore été activée. Il est également nécessaire de créer une nouvelle politique d'asile et de renforcer le contrôle des frontières de l'Union européenne avec une implication beaucoup plus profonde et renforcée de l'agence Frontex. Il est également absolument essentiel de renforcer la Politique européenne de voisinage, non seulement au sud mais aussi à l'est. Comment cette politique de voisinage pourrait-elle exister pendant des années alors qu'elle ne dispose que de 10,2 milliards d'euros ? Elle doit être renforcée financièrement dans le cadre de la nouvelle perspective pluriannuelle de l'UE.

Enfin, nous devrions lutter conjointement contre ceux qui démantèlent le système de pouvoirs et de contre-pouvoirs, et bafouent les droits de l'homme et les droits civils.

Sean CLEARY

Merci beaucoup. Jim, vous avez le dernier mot, puis nous nous tournerons vers le public.

Jim HOAGLAND

Sean, étant un « *francophile notoire* », ma réponse est divisée en trois parties. Tout d'abord, il faut traiter ce problème de migration en tenant compte des facteurs économiques importants et substantiels. Il s'agit d'abord de reconnaître que la diminution des populations signifie que l'immigration est un moyen de reconstituer la main-d'œuvre, au lieu de prétendre reconstruire sans ressources, en supprimant l'immigration, qui est la principale source de croissance démographique aux États-Unis à l'heure actuelle. Le problème économique concerne également le fait de ne pas perturber le système commercial mondial qui a permis à tant de personnes de sortir de la pauvreté, car plus on peut amener les gens à gagner leur vie dans leur pays, moins ils risquent de partir et d'essayer de migrer. Nous avons besoin d'une approche économique à cet égard.

Nous devons également traiter la migration comme une crise humanitaire, non pas comme un problème mais comme une crise, car nous en sommes au stade de la crise. Une grande partie de ce que nous entendons tend à ne pas traiter la migration avec l'urgence qu'elle exige.

La troisième et dernière remarque que je voudrais faire est que nous devons reconnaître honnêtement, que nos politiciens doivent reconnaître honnêtement, les différences culturelles, les problèmes culturels et sociaux créés par l'immigration ou la migration et cesser d'exploiter la migration pour diviser les gens et les effrayer.